

## ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/191

Autorisation de travaux,  
Interdiction de stationnement,  
Occupation du domaine public,

Du lundi 22 Avril 2024,  
Au vendredi 28 Juin 2024,

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et  
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**CONSIDERANT** qu'en raison de travaux de  
remplacement d'un poteau, par l'entreprise  
CONSTANT ROUSSEL, il est nécessaire d'occuper  
les emprises, et d'interdire le stationnement, au  
droit du chantier Chemin de la Bigue.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit du chantier Chemin de la Bigue, du lundi 22 Avril 2024 au vendredi 28 Juin 2024.

**Article 2 :** L'entreprise CONSTANT ROUSSEL est autorisée à intervenir sur le domaine public au droit du chantier Chemin de la Bigue, du lundi 22 Avril 2024 au vendredi 28 Juin 2024.

**Article 3 :** La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation alternée par feux ou manuel k10, au droit du chantier Chemin de la Bigue, du lundi 22 Avril 2024 au vendredi 28 Juin 2024.

**Article 4 :** L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

**Article 5 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 6 :** L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

**Article 7 :** Les panneaux de stationnement interdit (7 jours avant le début du chantier), d'interdiction de circulation et de déviation seront mis en place par l'entreprise.

**Article 8 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérécourse citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 10 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
  - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
  - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 16 AVR. 2024



Le Maire,  
Pour le Maire,  
Et par Délégation,

*[Signature]*  
Daniel GUEDRAS  
4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire